INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 2 novembre 2021**

* Les marchés actions européens ont signé une quatrième séance consécutive de hausse au terme d'une séance historique pour la Bourse de Paris. Le CAC 40, en effet, a franchi en milieu de journée son record historique de clôture de 6 922 points datant du 4 septembre 2000, au plus fort de la bulle Internet. L'indice phare est parvenu à préserver son exploit pour clôturer sur un gain de 0,49% à 6 927,03 points. Dans le reste de l'Europe, la tendance est similaire, comme en témoigne la progression de 0,33% de l'Euro Stoxx 50.
* A Wall Street aussi l'optimisme est de mise. A l'approche de la mi-séance, le Dow Jones gagne 0,4% tout comme le Nasdaq et le S&P500 qui est bien parti pour signer son… 61ième record de l'année !
* La séance a débuté prudemment après un mois d'octobre éclatant et un premier novembre du même acabit. Les marchés sont focalisés sur les conclusions de la réunion de politique monétaire de la Fed, dévoilées demain soir. S'ils ont intégré l'annonce du début du " tapering ", soit la réduction progressive des rachats d'actifs, le scénario d'une hausse plus rapide que prévu des taux d'intérêt prend de l'ampleur à mesure que les anticipations d'inflation se renforcent. Dans ce cadre, les commentaires du président de la Banque centrale, Jerome Powell sur le caractère " transitoire " de l'inflation seront une fois étudiés avec la plus grande attention.
* En attendant ce rendez-vous crucial, les investisseurs ont pris connaissance des résultats définitifs des enquêtes d'activité menées par IHS Markit auprès des directeurs d'achat du secteur manufacturier en Europe. Et le bilan n'est guère flatteur. L'indice PMI a reculé à 58,3 contre 58,6 le mois précédent et 58,5 en estimation "flash". L'activité a été affectée par les goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement et des problèmes logistiques, qui ont fait grimper les coûts.
* Paradoxalement, cette mauvaise nouvelle a fait basculer les marchés à la hausse. Les opérateurs ont estimé que cette nouvelle preuve du ralentissement sur le Vieux Continent allait calmer les anticipations d'inflation, la tension sur le taux et in fine, les anticipations d'une hausse des taux de la BCE dès l'an prochain. Effectivement, mardi soir le rendement du Bund allemand cède 5,6 points de base.
* Sur le marché des métaux, les cours du magnésium s’envolent depuis le mois de septembre. Le cours « spot » (livraison immédiate) a dépassé ses plus hauts niveaux historiques au cours des dernières semaines. En un an, les prix ont été multipliés par près de 4. Cette hausse dépasse celle d’autres métaux industriels eux-mêmes en forte hausse depuis un an : cuivre, aluminium, acier et zinc notamment. Depuis plus d'un an, le marché des métaux évolue sous tension, rappelle Lazard Frères Gestion. La crise du Covid-19 freine l'activité minière, surtout dans les pays les plus touchés, et donc l'offre.

La demande a quant à elle rapidement retrouvé ses niveaux d'avant-crise. Les stocks de nombreux métaux industriels sont donc au plus bas.

En parallèle observe la société de gestion, le boycott chinois à l'encontre du charbon australien amène le pays en situation de crise énergétique. Face à une production de magnésium très énergivore, la Chine a décidé de suspendre l'activité de 70% de ses usines de production jusqu'à la fin de l'année. Or, le pays produit 87% du magnésium à l'échelle mondiale : une situation de quasi-monopole. La conjugaison de faibles stocks, d'une faible production et d'une forte demande provoque une importante tension sur les prix, souligne Lazard Frères Gestion.

Le phénomène se traduit aussi et surtout par un risque de pénurie pour les industries consommatrices de magnésium. Le secteur automobile, qui représente un tiers de la demande mondiale, est l'un des plus concernés par le phénomène. Les producteurs d'aluminium, qui totalisent également un tiers de la demande mondiale (l'aluminium contient 3 à 5% de magnésium), font aussi partie des plus touchés, bien que certains groupes aient déjà rassuré sur leurs réserves. À noter enfin un impact potentiel pour les producteurs d'acier carbone, complète le gérant.

Si la Chine maintenait ses restrictions de production, des ruptures d'approvisionnement pourraient engendrer des pénuries en chaîne, susceptibles de peser sur la conjoncture économique au même titre que l'actuelle pénurie de semi-conducteur, conclut Lazard Frères Gestion.

* Sans surprise, la Banque de Réserve d'Australie (RBA) a maintenu mardi son principal taux directeur à 0,10%, soit son plus bas historique. Pas de changement non plus concernant sa politique de rachats d’actifs, soit 4 milliards de dollars par semaine au moins jusqu’à la mi-février 2022. Si Philip Lowe, le gouverneur de la RBA, a reconnu que l’inflation accélérait, il a souligné qu’elle restait basse en données sous-jacentes et demeurait moindre que dans d’autres pays.

La RBA dit qu'elle n'augmentera pas son principal taux directeur avant que l'inflation soit comprise entre 2 et 3%, ce qui " devrait prendre du temps ".

L'institution pense que l'inflation sous-jacente ne dépassera pas les 2,5% à la fin 2023.
Cela représente une inflexion par rapport à sa traditionnelle guidance (" pas de tour de vis monétaire avant 2024 ").

En fin d'après-midi, le dollar australien reculait de 1,16% à 0,7438 dollar américain.

* Le gouvernement a présenté un plan industriel de soutien de 1,8 milliard d’euros à la filière cloud française. Ce montant se décompose en 667 millions d’euros de financement public, en 444 millions d’euros de financements européens et en 680 millions d’euros de cofinancements privés. Vingt-trois projets de R&D, représentants 421 millions d'euros de financements publics, ont déjà été sélectionnés par l’Etat. 85% des financements seront dirigés vers des PME, start-ups, et instituts de recherche, des projets open source ou des projets de relocalisation d’activités industrielles en France.

L'ensemble de la contribution publique à la stratégie est financée par le 4e Programme d'investissements d'avenir et France Relance, à hauteur de 533 millions d'euros sur 2021-2022 puis 134 millions d'euros pour 2023 et les années suivantes.

Michel Paulin, directeur général de OVHcloud a déclaré : " Cette stratégie d'accélération est une étape supplémentaire vers l'établissement d'une filière française de cloud robuste, capable de s'imposer durablement sur le marché européen et mondial ". Le plan gouvernemental a été dévoilé dans les locaux parisiens de la firme technologique.

* L’accentuation des perturbations sur les chaînes d’approvisionnement a entraîné le plus fort recul de la production manufacturière depuis mai 2020, a indiqué le bureau d’études IHS Markit. L'indice des directeurs d’achat pour ce secteur s'est replié de 55 en septembre à 53,6 en octobre affichant ainsi son plus faible niveau depuis janvier. Il avait été annoncé à 53,5 en première estimation.

" Les entreprises clientes ne parvenant plus à se procurer les composants dont elles ont besoin dans leur processus de production, notamment la transformation de produits semi-finis et produits finis, en raison d'importants retards de livraison ou de rupture totale de stocks, la demande de produits manufacturés a chuté au cours du mois ", a expliqué Joe Hayes, Senior Economist à IHS Markit.

La faiblesse de l'offre de matières premières a en outre entraîné un renforcement des tensions inflationnistes en octobre. Près des trois-quarts des répondants à l'enquête d'IHS Markit ont signalé une hausse de leurs coûts, le taux d'inflation des prix des achats s'étant redressé à son plus haut niveau depuis février 2011. Cherchant à répercuter cette augmentation sur leurs clients, les fabricants français ont par ailleurs relevé leurs tarifs en octobre.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, les valeurs dites de " croissance " et les technologiques ont été les principaux moteurs du CAC 40. Teleperformance, qui doit publier son chiffre d'affaires trimestriel mercredi, a gagné 2,6% devant Dassault Sytèmes (+2,6%) et Worldline (+2,3%).
* Pfizer gagne plus de 4% à 45,44 dollars, soutenu par une publication trimestrielle de grande qualité. Le laboratoire américain, associé à la biotech allemande BioNTech ressort grand gagnant de la course au vaccin que se sont livrés les big pharma et les biotechs depuis le début de la pandémie. A tel point qu'aujourd'hui, 78% des vaccins contre le Covid inoculés aux Etats-Unis sont siglés Pfizer/BioNtech et 80% en Europe ! De quoi battre le consensus et relever ses prévisions de ventes annuelles. De plus, le groupe a encore des parts de marché à grignoter dans les émergents.

Le géant pharmaceutique américain a donc relevé à environ 36 milliards de dollars sa prévision de ventes de son vaccin contre le Covid-19 pour 2021. Pfizer profite en effet de nouveaux contrats avec des pays pour des doses de rappel ainsi que l'extension de la vaccination aux enfants. Pour l'ensemble de l'année, le groupe anticipe désormais un chiffre d'affaires total compris entre 81 et 82 milliards de dollars.

* Les événements suivent tranquillement leur cours sur le dossier Hella. L’équipementier français Faurecia a annoncé ce mardi une offre d'un milliard d'euros d’obligations liées au développement durable et à échéance 2027, dont le produit doit préfinancer une partie en numéraire de l’acquisition envisagée de son homologue allemand Hella.

Pour mémoire, c'est en août dernier que Faurecia a annoncé son intention de mettre la main sur Hella, dans le cadre d'une opération se chiffrant à près de 6,7 milliards d'euros. Et ce, en deux temps. Tout d'abord, l'acquisition auprès du " pool familial " de sa participation de 60% au prix de 60 euros par action, payé par une combinaison de 3,4 milliards d'euros en numéraire et d'actions nouvellement émises.

Ensuite, pour les 40 % restants, le lancement d'une offre publique d'achat en numéraire au même prix. Cette dernière a été lancée le 27 septembre dernier et se terminera le 11 novembre prochain. Les résultats définitifs seront publiés le 16 novembre.

Fin octobre, Faurecia avait indiqué que le processus d'acquisition était en bonne voie et confirmé un " closing " pour début 2022.

Si l'émission obligataire du jour est un élément important dans l'acquisition d'Hella, elle représente également un pilier de la stratégie durable de Faurecia, en particulier avec l'ambition du groupe d'être neutre en CO2 pour les scopes 1 et 2 d'ici 2025.

* Premiers pas discrets pour Acticor Biotech à la Bourse de Paris. Introduit lundi 1er novembre au prix théorique de 7,12 euros, soit le bas de la fourchette annoncée au préalable, le titre du groupe spécialisé dans le développement de médicaments pour le traitement des urgences cardio-vasculaires a cédé hier 0,98% et aujourd'hui, 2,4% pour atteindre 6,88 euros. Pour autant, Acticor Biotech a eu le mérite de mener le processus d'introduction en Bourse à son terme. Icade Santé par exemple y a renoncé, évoquant de mauvaises conditions de marché.

Acticor Biotech développe en particulier un médicament " first-in-class " dédié au traitement des Accidents Vasculaires Cérébraux (AVC), le glenzocimab, dont 2 essais cliniques de phase 2 ont déjà été réalisés.

L'introduction en bourse d'Acticor Biotech a pour objectif de doter la société des moyens financiers nécessaires à ses opérations de développement dans le cadre de son objectif d'enregistrement de son produit glenzocimab, ainsi que d'étendre son programme de développement clinique à d'autres pathologies telles que l'embolie pulmonaire et l'infarctus du myocarde.

L'enjeu est de taille car il n'existe pour l'heure aucun traitement réellement efficace. Malgré une prise en charge optimale, la moitié des patients présentent encore des handicaps après un AVC. Le seul médicament existant, l'Altéplase prescrit nécessairement dans les premières heures, est susceptible de causer une hémorragie à l'issue fatale, ou des handicaps. Il existe donc un besoin urgent d'un médicament antithrombotique pour réduire les risques d'hémorragie, et les séquelles associées.

* Le repreneur d'Equans devrait être désigné dans les prochains jours. Bouygues, Eiffage et le fonds américain Bain remettent aujourd'hui leurs offres de reprise pour la filiale de services multitechniques d'Engie. Toutes seraient supérieures à 6 milliards d'euros, rappelle mardi matin le journal Les Echos. L'énergéticien français désignera le repreneur dans les prochains jours, une fois obtenu le feu vert de l'Etat actionnaire.

A cet égard souligne le quotidien, le prix ne sera pas le seul critère de choix. Engie a annoncé qu'il tiendrait compte du projet industriel du repreneur, de sa capacité à mener à bien financièrement l'acquisition et de son projet social.

L'acquisition, de par sa taille, aurait un impact important sur le profil des deux groupes de BTP français observe le journal. "Pour Bouygues , les services à l'énergie deviendraient le premier des métiers, devant Colas. Pour Eiffage (72.500 salariés, contre 74.000 pour Equans), le projet serait encore plus transformateur, augmentant son chiffre d'affaires d'environ 75 %", selon Les Echos.

* Tesla chute de plus de 4% en préouverture des marchés actions américains ce mardi. Elon Musk, son directeur général, a déclaré lundi soir sur Twitter qu’aucun contrat n’avait encore été signé avec Hertz, plus d’une semaine après l’annonce d’une commande de 100 000 véhicules. Par ailleurs, Tesla doit procéder au rappel d’environ 12 000 véhicules vendus depuis 2017 du fait d’un problème logiciel.

**ANALYSES**

* L'été n'a pas été pourri partout. Dans l'économie française, il y avait même un beau ciel bleu foncé. L’activité a progressé de 3% en un trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2021, elle aura sans doute progressé de près de 7 %. Il faut remonter un demi-siècle en arrière, en 1969, pour retrouver une telle énergie.

Il faut bien sûr s'en réjouir. Une production plus forte, c'est davantage d'emplois, plus de revenus à distribuer, des moyens plus grands pour financer la transition énergétique. Mais il faut aussi se poser des questions.

Car l'année 1969 n'était pas une année comme les autres. C'était un rebond, après un ralentissement de la production en 1968 (pour cause de grève) et une distribution d'argent public. L'année 2021 n'est pas plus une année comme les autres. C'est aussi un rebond, après en 2020 la plus forte chute de la production (pour cause de Covid-19) depuis la funeste année 1944, et une autre distribution d'argent public.

Après un choc sanitaire violent mais abrégé par la vaccination de masse, il paraissait logique d'espérer un retour à la normale, que permettraient de décrire les indicateurs classiques de la conjoncture. Il faut se rendre à l'évidence : nous sommes encore loin de ce retour. Qui n'aura peut-être jamais lieu.

Le premier choc économique de l'épidémie a touché la production, qui s'est violemment contractée sous l'effet des confinements de la population. Tellement violemment que les statisticiens ont dû recourir à de nouveaux outils (données des cartes bancaires, recherches sur Google…) pour l'appréhender. Ils ont aussi adopté un nouveau mode de présentation, en parlant non plus du taux de croissance mais du niveau de la production comparé au niveau d'avant-crise.

Maints prévisionnistes, eux, ont d'abord sous-estimé l'ampleur du choc puis ils l'ont surestimée. Avant de sous-estimer les rebonds.

Le choc sur la production commence à s'atténuer. Sauf redémarrage brutal de l'épidémie avec un nouveau variant échappant aux vaccins, les oscillations du PIB français vont retrouver dans les prochains trimestres leur amplitude habituelle de quelques dixièmes de points.

Mais d'autres indicateurs économiques essentiels commencent à leur tour à valdinguer. Car l'épidémie a grippé des rouages de la machine à la fois très sophistiquée et très bien huilée de l'économie mondiale. Ou peut-être faudrait-il dire désormais que l'épidémie a covidé l'économie !

Le premier indicateur « covidé » est bien sûr la hausse des prix. Elle atteint 2,6% sur un an en France, la plus forte hausse depuis trente ans à l'exception de la pointe de 2008. Elle approche 5 % en Allemagne et dépasse cette barre aux Etats-Unis.

Ce n'est pas encore vraiment de l'inflation, qui se définit par un emballement généralisé des prix et des salaires. Les hausses restent pour l'instant concentrées sur quelques familles de produits et de services. Elles viennent pratiquement toutes des goulets d'étranglement apparus sur les chaînes de production mondiales, avec des usines arrêtées et redémarrées à des moments très différents d'un pays à l'autre selon les caprices du virus et les politiques adoptées pour le contenir.

Mais les salaires pourraient bien augmenter dans nombre de secteurs au cours des prochains mois. Certains experts prédisent une bosse de prix, d'autres un embrasement inflationniste de plusieurs années, d'autres encore l'entrée dans un nouveau monde de prix plus élevés ou un bond à 10%. Aucun d'entre eux ne sait si la machine retrouvera son réglage antérieur. Ou si les replis nationalistes et la transition écologique vont nous emmener vers un réglage radicalement différent.

Le mystère règne aussi sur l’emploi. En France, les entreprises embauchent comme jamais depuis deux décennies. Elles ont du mal à trouver les compétences qu'elles recherchent. Le chômage touche 7,6 % des actifs, le plus bas niveau depuis treize ans. Et pourtant, la production est à peine revenue à son niveau d'avant-crise.

L'effet global du télétravail sur l'efficacité des entreprises n'est pas connu à ce jour. Et des foules d'actifs ont disparu dans un trou noir : tous ceux qui ont abandonné leur métier car ils ont découvert lors des confinements à quel point leur travail était astreignant (c'est le cas dans l'hôtellerie et la restauration, mais pas seulement). On ne les voit ni dans les chiffres du chômage ni dans ceux de la formation permanente, et relativement peu dans ceux de la pauvreté.

Quand les indicateurs de l'emploi et de la production perdent leur sens, ce n'est pas seulement la compréhension de l'économie qui est en cause. C'est aussi l'action. L'action dans les entreprises, l'action publique aussi. Jean-Luc Tavernier, le directeur général de l’Insee, a fait un bel aveu aux « Echos » : « Celui qui prétend savoir précisément où va la productivité est un charlatan. »

Or toute la mécanique européenne d'évaluation des politiques budgétaires, péniblement mise au point lors de longues nuits de négociations, passe par la « croissance potentielle » des pays. Et cet indicateur complexe ne peut pas être calculé sans « savoir précisément où va la productivité ».

Les entrepreneurs savent de toute éternité que le jugement est une qualité essentielle pour piloter une entreprise. Les gouvernants devront y venir, ou plutôt y revenir, après des décennies de pilotage technocratique de l'économie. Et ils devront le faire en tenant compte du ressenti des citoyens, comme le dit le sociologue Pierre Rosanvallon. Plus que jamais, gouverner sera demain un art.

**L’AGENDA DU 3 novembre 2021**

**11h00 en zone euro**
Taux de chômage en septembre

**13h15 aux Etats-Unis**
Enquête ADP sur l'emploi privé en octobre

**14h45 aux Etats-Unis**
Indices des directeurs d'achat pour le secteur des services et Composite en octobre

**15h00 aux Etats-Unis**
Indice des directeurs d'achat (ISM) pour le secteur des services en octobre
Commandes aux entreprises

**15h30 aux Etats-Unis**
Evolution hebdomadaire des stocks de pétrole

**19h00 aux Etats-Unis**
Décision de politique monétaire de la Fed